

## La sourde envie d'abandonner

Marc Haentjens

Numéro 76, mars 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42216ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

### ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Haentjens, M. (1994). La sourde envie d'abandonner. *Liaison*, (76), 48–48.

# La sourde envie d'abandonner

On a beau l'avoir lu et se l'être fait mille fois expliquer, même en comprendre les motifs et le *rationaliser* (mot d'époque), il reste malgré tout difficile d'accepter l'indifférence, la passivité ou l'incompréhension de notre société — et, plus encore, de ses gouvernants, ses penseurs ou ses médias — face aux arts et aux créateurs. Pourtant, regardez autour et en arrière et tentez un instant d'imaginer ce que nous serions et où nous serions rendus sans ces générations d'artistes qui balaient notre civilisation : de Vinci à Van Gogh, de Molière à Beckett de Mozart à Ravel...

Un exemple de cette incompréhension nous était récemment donné, dans la revue *L'actualité*, par un article intitulé «L'art est-il malade?» et qui, sous le couvert d'une enquête de société, déployait un lot de lieux communs sur l'isolement, la prétention et le parasitisme des artistes. En fait, le *scandale* que cet article mettait à jour (et documentait tableau à l'appui) avait trait au fait que dix artistes visuels au Québec auraient touché, depuis treize ans, plus de 130 000 \$ de subventions des gouvernements fédéral et provincial (réunis). Pourtant, loin de nous impressionner, ces chiffres auraient dû plutôt témoigner du fait que le Québec (avec le Canada) a à peine eu les moyens, de 1980 à aujourd'hui, de soutenir une poignée d'artistes visuels à un niveau voisin du bien-être social (10 000 \$ par an).

Or, cet article n'est pas un cas isolé. De partout, il semble bien que l'art et les artistes soient plus que jamais mis en question (même si, par ailleurs, on s'attèle un peu partout, à pondre des «politiques sur le statut de l'artiste» censées donner aux artistes une place légitime dans la société).

Certainement, les neuf années de règne conservateur au palier fédéral y sont pour quelque chose. Les courants Reaganiens (ou Thatcheriens ?) que nous avons subis toutes ces années n'ont pas été très favorables aux arts. Seules les pressions de la communauté artistique semblent avoir permis d'éviter que le Conseil des Arts du Canada soit complètement démantelé et les fonds d'aide à la création entièrement réinvestis dans les «industries culturelles». Sans doute les choses pourraient être appelées à changer sous l'impulsion du nouveau gouvernement et du nouveau ministre du Patrimoine (Michel Dupuy); ses propos l'ont jusqu'ici laissé

entendre. On a tout de même hâte d'en voir une confirmation dans ses gestes.

Il ne faudrait pas, cependant, seulement blâmer le gouvernement fédéral. Tout socialiste qu'il est, notre gouvernement provincial ne fait guère mieux. Lui aussi s'engouffre sans hésiter dans les industries culturelles et plafonne depuis plusieurs années ses crédits au Conseil des arts de l'Ontario (les 35 millions \$ qu'il y alloue annuellement pèsent pourtant peu dans un déficit qui excède 10 milliards \$). Quant aux municipalités, si l'on pouvait y percevoir il y a quelques années une ouverture en faveur des arts, leurs propres difficultés financières leur ont fait faire depuis une brusque marche arrière. Elles ont d'ailleurs beau jeu de reprendre à leur compte les arguments déployés par les deux autres paliers de gouvernement.

De partout, le message que reçoivent les artistes est ainsi le même: pas d'argent, pas d'argent. Et même: attendez-vous plutôt dans l'avenir à recevoir moins que plus; et encore: vous allez devoir faire la preuve de votre impact économique. Reconnaissons-le: même Vinci, l'inventif, y perdrait la raison!

Le pire, peut-être, ou le plus déprimant, c'est que ce discours n'est pas juste propre aux fonctionnaires; une bonne partie de la population, et pas la plus illettrée, leur emboîte allègrement le pas. Ainsi, il est aujourd'hui tout-à-fait *politically correct* de penser que les subventions aux arts sont une idée périmée et que les arts doivent s'alimenter, comme chez nos voisins du Sud, à d'autres mécènes ou encore s'aligner sur des modes de pensée «industriels». *Les Misérables* et *The Phantom of the Opera* sont là, nous dit-on, pour le prouver: l'art aussi peut faire ses frais, à condition qu'on y insuffle un esprit d'entreprise. L'avenir est là...

Bien sûr, ce n'est pas parce que tout le monde s'y met qu'il faut pour autant jeter la serviette. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il faut se débattre pour faire valoir l'importance des arts, défendre leur apport à la société ou souligner leur contribution unique à la qualité de la vie, cette surqualité dont parle si justement Pierre Pelletier. N'empêche qu'il est des jours où la tentation vient de tout concéder. J'avoue — mais peut-être est-ce la rigueur particulière de cet hiver? — y avoir pensé.

Marc Haentjens